

France-Paimpol: Accident and health insurance services

OJ S 186/2018 27/09/2018

Contract notice**Services****Legal Basis:**

Directive 2014/24/EU

Section I: Contracting authority

I.1. Name and addresses

Official name: Ville de Paimpol

Postal address: 10 rue Pierre-Feutren

Town: Paimpol

NUTS code: FR France

Postal code: 22500

Country: France

E-mail: r.hardy@ville-paimpol.fr**Internet address(es):**Main address: <https://www.ville-paimpol.fr>Address of the buyer profile: <https://marches.megalisbretagne.org>**I.3. Communication**

The procurement documents are available for unrestricted and full direct access, free of charge, at: <https://marches.megalisbretagne.org>

Additional information can be obtained from the abovementioned address

Tenders or requests to participate must be submitted to the abovementioned address

I.4. Type of the contracting authority

Ministry or any other national or federal authority, including their regional or local subdivisions

I.5. Main activity

General public services

Section II: Object

II.1. Scope of the procurement**II.1.1. Title**

Souscription du contrat d'assurance statutaire de la commune de Paimpol

II.1.2. Main CPV code

66512000 Accident and health insurance services

II.1.3. Type of contract

Services

II.1.4. Short description

Souscription du contrat d'assurance statutaire de la commune de Paimpol.

II.1.5.

Estimated total value

Value excluding VAT: 500 000,00 EUR

II.1.6. Information about lots

This contract is divided into lots: no

II.2. Description**II.2.2. Additional CPV code(s)**

66512000 Accident and health insurance services

II.2.3. Place of performance

NUTS code: FR France

II.2.4. Description of the procurement

Masse salariale commune CNRACL hors charges: estimée à environ 2 920 172,10 EUR.

II.2.5. Award criteria

Price is not the only award criterion and all criteria are stated only in the procurement documents

II.2.6. Estimated value

Value excluding VAT: 500 000,00 EUR

II.2.7. Duration of the contract, framework agreement or dynamic purchasing system

Start: 01/01/2019 End: 31/12/2022

This contract is subject to renewal: no

II.2.10. Information about variants

Variants will be accepted: no

II.2.11. Information about options

Options: no

II.2.13. Information about European Union funds

The procurement is related to a project and/or programme financed by European Union funds: no

II.2.14. Additional information

Le candidat devra impérativement répondre à l'offre de base et à la prestation supplémentaire éventuelle.

Prestation supplémentaire no 1: longue maladie — maladie de longue durée.

Section III: Legal, economic, financial and technical information

III.1. Conditions for participation**III.1.1. Suitability to pursue the professional activity, including requirements relating to enrolment on professional or trade registers**

List and brief description of conditions:

— DC1 (à jour en octobre 2016),

— le pouvoir de la personne habilitée pour engager l'entreprise candidate,

— qualité selon laquelle le candidat agit: agent, courtier, mutuelle... S'il intervient en qualité de courtier, il devra fournir une copie du mandat pour agir au nom de la (les) compagnie(s) qu'il a saisie et l'étendue de celui-ci,

- compagnie qui effectue la proposition et son engagement de souscription,
- attestation d'inscription à l'ORIAS.

III.1.2. Economic and financial standing

List and brief description of selection criteria:

- DC2 (à jour en octobre 2016) (chiffre d'affaires des 3 dernières années),
- une attestation d'assurance en responsabilité civile professionnelle signée, mentionnant: la période de validité, la nature des activités garanties, le nom de la compagnie et le numéro de contrat. Si le candidat ne peut pas fournir un DC1 ou un DC2, joindre une attestation sur l'honneur datée et signée, reprenant les éléments indiqués dans le formulaire,
- une copie du ou des jugements prononcés.

III.1.3. Technical and professional ability

List and brief description of selection criteria:

- DC2 (à jour en octobre 2016), moyens techniques et humains,
- la présentation d'une liste des principales fournitures ou des principaux services effectués au cours des 3 dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé,
- la preuve de la capacité de l'entreprise pourra être apportée par tout moyen, notamment des certificats d'identité professionnelle ou des références attestant la compétence de l'entreprise dans le domaine souhaité.

Avertissement: la réponse par le biais d'un intermédiaire d'assurances et/ou en coassurance est considérée comme un groupement conjoint: chaque partie devra fournir les documents ci-dessus à l'exception de «la lettre de candidature» qui devra être produite en un seul exemplaire pour l'ensemble du groupement.

Seront éliminées les entreprises dont la candidature est irrecevable au regard des dispositions légales et réglementaires et dont les références et les capacités professionnelles, techniques et financières paraissent insuffisantes au vu des pièces du dossier de candidature

La réponse pourra être présentée soit directement par un assureur, soit par le biais d'un intermédiaire.

En application de l'article 45 du décret no 2016-360 du 25.3.2016 et au vu des conditions spécifiques requises en matière de marché d'assurance, les opérateurs économiques groupés devront, au stade de l'attribution, adopter la forme juridique d'un groupement conjoint avec mandataire.

En cas de coassurance, elle devra être formée dès la remise des offres (une offre ne couvrant pas 100 % du risque sera considérée irrégulière).

Chaque coassureur devra fournir les documents permettant d'évaluer les capacités économiques techniques et financières, tels qu'indiqués dans le présent avis.

Une même compagnie d'assurances ne pourra pas présenter une offre seule et par le biais d'un ou plusieurs intermédiaires (agents, courtiers).

Section IV: Procedure

IV.1. Description

IV.1.1. Type of procedure

Open procedure

IV.1.3. Information about a framework agreement or a dynamic purchasing system

IV.1.8. Information about the Government Procurement Agreement (GPA)

The procurement is covered by the Government Procurement Agreement: yes

IV.2. Administrative information

IV.2.2. Time limit for receipt of tenders or requests to participate

Date: 26/10/2018 Local time: 12:00

IV.2.3. Estimated date of dispatch of invitations to tender or to participate to selected candidates

IV.2.4. Languages in which tenders or requests to participate may be submitted

French

IV.2.6. Minimum time frame during which the tenderer must maintain the tender

Duration in months: 180 (from the date stated for receipt of tender)

IV.2.7. Conditions for opening of tenders

Date: 26/10/2018 Local time: 12:00

Section VI: Complementary information

VI.1. Information about recurrence

This is a recurrent procurement: no

VI.3. Additional information

En application des articles 51 et 55-II-2o du décret du 25.3.2016, le candidat retenu devra justifier ne pas être dans l'un des cas d'interdiction de soumissionner et produire dans les 5 jours suivant la demande du Conseil départemental chacun des documents suivants: un extrait de casier judiciaire, les certificats sociaux (attestation Urssaf ou RSI, versement régulier des cotisations de congés payés et de chômage intempéries, régularité de la situation de l'employeur au regard de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés) et fiscaux (impôt sur le revenu, impôt sur les sociétés, impôt sur la valeur ajoutée) (à compter du 1.4.2016, le Noti2 n'est plus délivré), un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou K-bis) ou à la chambre des métiers (D1) ou, à défaut, les règles d'effet équivalent pour les candidats non établis en France (datant de moins de 6 mois), et, en cas de redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés ainsi que les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail.

Bien que les documents précités ci-dessus ne soient exigibles que pour l'attributaire du marché, il est fortement conseillé aux candidats de se doter de ces documents dès qu'ils soumissionnent à un marché public.

Par ailleurs, et conformément au règlement de la consultation, le candidat retenu devra remettre dans le délai imparti fixé par la collectivité, s'il ne l'a pas fait au stade du dépôt de son offre, tous les documents pour lesquels la signature est requise, dûment signés sans y avoir apporté.

Le marché sera intégralement financé sur les fonds propres inscrits aux budgets de la collectivité.

Le paiement est opéré par mandat administratif suivi d'un virement et effectué en application des articles 109 à 132 du décret du 25.3.2016.

Le délai global de paiement est fixé au décret no 2013-269 du 29.3.2013.

VI.4. Procedures for review

VI.4.1. Review body

Official name: Tribunal administratif de Rennes

Postal address: Hotel de Bizien, 3 contour de la Motte, CS 44416
Town: Rennes Cedex
Postal code: 35044
Country: France
E-mail: greffe.ta-rennes@juradm.fr
Telephone: +33 223212828
Fax: +33 29635684

VI.4.3. Review procedure

Precise information on deadline(s) for review procedures:

Voies et délais de recours:

- référé précontractuel avant la signature du contrat (CJA, art. L. 551-1 et s.),
- référé contractuel après la signature du contrat (CJA, art. L. 551-13 et s.),
- recours de pleine juridiction en contestation de la validité du contrat (CE, 4.4.2014, département du Tarn-et-Garonne, no 358994): dans un délai de 2 mois à compter des mesures de publicité appropriées,
- recours pour excès de pouvoir dans un délai de 2 mois à compter de la notification de la décision.

VI.4.4. Service from which information about the review procedure may be obtained

Official name: Greffe du tribunal administratif de Rennes
Postal address: Hotel de Bizien, 3 contour de la Motte, CS 44416
Town: Rennes Cedex
Postal code: 35044
Country: France
Telephone: +33 223212828
Fax: +33 299635684

VI.5. Date of dispatch of this notice

25/09/2018